

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
1,50 B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

4^e ANNEE N° 148
JEUDI 18 MAI 1972

Le criminel de guerre Nixon n'y peut rien :

LE PEUPLE VIETNAMMIEN VAINCRA !

Ces dernières semaines, la lutte de l'héroïque peuple vietnamien pour son indépendance et pour la liberté a franchi un pas irréversible. Sur tous les champs de bataille, l'armée et la population sud-vietnamienne ont remporté des victoires éclatantes. De vastes régions ont été libérées. Il a suffi de quelques semaines au peuple vietnamien pour réduire en miettes le plan Nixon de « vietnamisation » de la guerre. Face à l'offensive populaire généralisée, les troupes de Saïgon fuient et désertent. Le monde entier doit reconnaître que ce ne sont pas des Vietnamiens qui se battent contre des Vietnamiens, mais que des Vietnamiens sont utilisés comme chair à canon par l'impérialisme américain dans sa guerre d'agression au Vietnam contre le peuple vietnamien. C'est ses intérêts de pillard et son orgueil de gendarme international que l'impérialisme U.S. défend en Indochine au prix d'innombrables vies humaines.

Affolé par la déroute qui se précise, le criminel de guerre Nixon s'est lancé dans une nouvelle escalade. Les réactionnaires ont la tête dure. L'administration Nixon ne se souvient-elle pas des échecs cinglants qui ont marqué les précédentes mesures d'escalade ? Le fauve n'a plus beaucoup de dents dans la bouche, mais il menace plus fort que jamais. En faisant miner les ports de République Démocratique du Vietnam, et en donnant l'ordre d'intensifier les bombardements massifs sur tout le territoire du Nord-Vietnam, Nixon a lancé un nouveau et grave défi au peuple vietnamien et à tous les peuples. Il a commis de nouveaux actes d'une extrême barbarie qui soulèvent l'indignation du monde entier. Des régions peuplées, des édifices publics, hôpitaux, écoles, marchés, ont été pilonnés par l'aviation américaine : un pas de plus a été commis dans le génocide du peuple vietnamien.

Pour justifier ses crimes, Nixon présente toujours avec cynisme la légitime défense. Mais est-ce le peuple vietnamien qui a agressé les Etats-Unis. Est-ce le peuple vietnamien qui occupe plusieurs régions des Etats-Unis et bombarde l'ensemble du territoire américain ? Si les impérialistes américains n'avaient pas commis d'agression contre le Vietnam est-ce que Nixon aurait à se préoccuper des 40 000 vies de soldats américains au Vietnam. Si Nixon veut véritablement épargner ces vies américaines, ainsi qu'il l'a déclaré le 8 mai, alors il n'a qu'à cesser sa guerre d'agression et toute intervention contre le Vietnam. Tant qu'il ne s'y sera pas résolu, la population du Sud-Vietnam et ses forces armées auront raison de frapper les troupes d'agression américaines et les troupes des fantoches de Saïgon.

De toute façon Nixon devra en arriver là et le plus tôt sera le mieux. Il est encore temps. Qu'il accepte les propositions raisonnables du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire du Sud-Vietnam !



S'il persiste dans son projet fou de soumettre l'héroïque peuple du Vietnam et s'il se lance dans de nouvelles aventures militaires, alors il peut se dire qu'il se prépare une fin lamentable. Le peuple vietnamien est un peuple indomptable. Il est soutenu par les peuples frères en armes du Laos et

du Cambodge.

Il est soutenu sans réserve par les 700 millions de Chinois. Il est soutenu fermement par tous les peuples du monde jusqu'à la victoire finale.

Il vaincra !

Le 15 mai 1972.

La bataille de "L'Humanité Rouge" c'est à nous de la gagner!

Fils de paysans pauvres de Sardaigne, Antonio Gramsci a été le « premier marxiste-léniniste d'Italie », chef prestigieux du Parti communiste d'Italie dont il fut le fondateur et le secrétaire général.

Toute sa vie a été consacrée au service du prolétariat et de sa cause révolutionnaire, à la lutte contre les opportunistes de droite et de gauche qui tentaient de dévier la classe ouvrière de son but : le renversement de la dictature de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat.

C'est ce qui en a fait la victime désignée des bourreaux de Mussolini. - Nous devons empêcher ce cerveau de fonctionner pendant 20 ans - a avoué cyniquement le procureur lors de son procès. Peine perdue ! On n'étouffe pas ainsi la voix d'un révolutionnaire. Pendant les onze années de son long assasinat dans les prisons fascistes - de 1926 à 1937 - Gramsci, infatigable, a continué de servir la lutte de la classe ouvrière et du peuple d'Italie en écrivant ses « cahiers » et les célèbres « lettres de prison » qui guidaient leur combat.

C'est la voie qu'il a tracée que continue de suivre le Parti communiste d'Italie marxiste-léniniste. Pour gagner la bataille de « L'Humanité Rouge », faisons notre cet appel :

« Un journal communiste peut être conçu comme le résultat harmonieux d'une somme d'efforts et de sacrifices individuels, accomplis de façon désintéressée pour le bien commun. Chaque lecteur, chaque abonné, doit se considérer non comme un « client » — qui pèse et évalue une marchandise, se déclare satisfait quand il en juge bonne la qualité et la mesure, et s'enrage quand il croit avoir été trompé et fraudé — mais comme un collaborateur actif et responsable, comme une partie vivante de cet organisme vivant que doit être un journal communiste. Chaque lecteur et abonné a intérêt à ce que le journal soit diffusé, se développe, se complète, devienne le miroir fidèle de tout un mouvement ; parce que son idéologie se développe avec le journal, son action se développe et s'élargit avec la sphère d'action du journal... Si notre journal n'atteignait pas ce but, notre œuvre serait stérile et inutile. »

GRAMSCI.

Entre nous soit dit...

Pour la deuxième fois depuis le début de la grève, les employées des « Nouvelles Galeries » de Thionville ont été matraquées par les gardes-mobiles. Cinq d'entre elles ont été blessées. Les patrons et le kollabo de la place, Bauveau, savent-ils que les travailleurs ont le plus profond dégoût pour ceux qui frappent leurs mères, leurs femmes, leurs filles ?

Savent-ils que ce sont de ces choses que la classe ouvrière n'oublie pas ?

S'ils ne le savent pas, ils ne tarderont pas à l'apprendre !

jour peut t'aider à la comprendre, laisse la honte te submerger : tu sauras bien, tôt ou tard, la transformer en une terrible colère de classe qui balayera Marchais-Kollabo, Marcellin-le-Francois et tous leurs semblables !!!

Correspondant H.R.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

	En francs		
B.S.	5	H.R. vaincra ! Anonyme	10
Un ouvrier	3,50	Vive l'H.R. et son juste combat	5
Pour soutenir H.R. dans son juste combat politique et idéologique	10	W.R. - Soutien à H.R. en plus de mon abonnement	35
Une étudiante sympathisante, en plus de mon abonnement	10	Un sympathisant algérien « A midi »	50
Soutien à H.R. - E.V.	2	M.J. - Soutien de mai	50
Un jeune travailleur	13,50	Le Marxisme-Léninisme triomphera !	34
A une vente publique	3,10	Soutien pour la Révolution Proletarienne	130
Des anciens résistants (mai)	25	Pour que vive H.R. - C.Z.	5
Soutien permanent à H.R. (mai)	25	Soutien à H.R. - G.L.	5
Comité longue marche - H.R. vaincra !	10	Admirateur d'Engels	5,50
Cercle Staline - Soutien à H.R.	14	Un ami portugais	10
Pour la lutte classe contre classe	30	Cercle P.E. - Vive le président Mao - 1 ^{er} versement mai	150
Un camarade fonctionnaire	50	Des marxistes-léninistes	100
M.P. aéroport - Soutien mensuel	20	Le marxisme-léninisme triomphera du révisionisme	200
A.L.T. - Soutien à notre presse	410	Un soldat	10
Des marxistes-léninistes banlieue	2	Un étudiant antillais	7,50
Les communistes marxistes-léninistes staliniens	100	Une mère de famille - H.R. vaincra !	10
Un fonctionnaire	2	N.V.T.	3
Une sympathisante. A bas le Révisionisme !	10	Souscription périodique	1 500
Un dessinateur	50	Total de la semaine	3 135,10
Renée - H.R. vaincra !	10	Total précédent	187 782,93
		Total général déjà utilisé pour le règlement des dettes de H.R.	190 918,03

SECOURS ROUGE PROLETARIEN (au Joint Français)

Collecte	14	F	Un groupe de travailleurs	53	F
Dans un quartier ouvrier	25	F	Un travailleur	5,50	F
Sur le parcours du 1 ^{er} Mai	6,20	F		103,70	F

Demande de contact

Dans le but de diffuser plus largement « L'Humanité Rouge », pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

Nom : Prénom :

Age : Profession :

Adresse :

Signature

Leçons d'un soir de honte

Mercredi 10 mai, au matin, l'« Humanité » (blanche) titre : « En masse ce soir, à 18 h 30, place de la Concorde » (devant l'ambassade U.S.). Le bureau politique du P.C.F. lance un appel à faire, dans tout le pays, de tels rassemblements devant les représentations U.S. pour arrêter le bras criminel de Nixon !

Que s'est-il passé ? Comment Marchais et Cie peuvent-ils enfin nous inviter à une manifestation si juste, visant nettement le vrai objectif ? Bizarre... Mais, enfin, pour l'instant, un souffle traverse Paris... La tension des jours de grande lutte monte... On pense aux camarades Indochinois, là-bas, qui nous donnent une telle leçon depuis tant d'années. Vraiment le cœur y est... Une certitude grandit : oui, la classe ouvrière de Paris sera à la hauteur !

Et puis, les nouvelles contradictoires se multiplient : Marcellin a interdit ; alors, on se rassemble à Palais-Royal... Mais toujours pour aller à l'ambassade, bien sûr, (jusqu'à 18 h., des responsables d'U.L. C.G.T. croyaient ou faisaient croire cela)... et puis, ce n'est pas si sûr... Marcellin veut : « Saint-Eustache-République ».

Finalement, on se retrouve à Palais-Royal, le dos tourné à l'objectif, la tête dans la direction indiquée par Marcellin !!!

Comment est-ce possible d'avoir ainsi fui comme des lapins à la moindre petite menace de Marcellin, le jour même où on devait appuyer ceux qui font face si héroïquement aux armes les plus barbares de ses collègues U.S. A-t-on oublié les grandes manifestations « interdites » contre Ridgway-la-Peste, la sale guerre d'Indochine, la guerre d'Algérie ? A l'époque les désirs du ministère de l'intérieur n'étaient pas des ordres et, tous unis, nous affrontions ses bandes armées. Imagine, camarade, ce qu'ils devaient rigoler à l'ambassade U.S., à l'Elysée, chez Marcellin !!! Et pense aux victoires que la classe ouvrière vient d'emporter depuis 6 mois, ici ou là : toujours pour les obtenir, il a fallu faire face aux fils de Marcellin qui tentaient l'intimidation !

Quel est le responsable de ce crime ? Qui a ainsi deshonoré la classe ouvrière de Paris aux si glorieuses traditions ? Qui, sinon cet ancien travailleur volontaire chez les nazis, ce faux commu-

niste de Marchais, porte-drapeau si fidèle de la ligne de trahison et de collaboration révisionniste qui a submergé le Parti, autrefois communiste, français ? Oui, sinon ces bourgeois se disant communistes qui veulent faire croire que leur classe (la bourgeoisie) est devenue un agneau qu'on pourra liquider pacifiquement.

Camarade, pour faire face efficacement à l'ennemi de classe et le faire reculer, il faut d'abord se débarrasser du révisionnisme : si la honte de ce

SALUT AU PEUPLE MALGACHE EN LUTTE !

Le fantoche Tsiranana, vendu corps et âme à l'impérialisme français a fait assassiner par sa police (conseillée et armée par l'impérialisme français) trente jeunes étudiants à Tananarive. En riposte, la classe ouvrière s'est portée au secours des étudiants.

La grève est générale et par dizaines et dizaines de milliers étudiants et ouvriers manifes-

tant chaque jour. Tsiranana le boucher s'affole devant la violence révolutionnaire des masses qui déferle à travers Madagascar.

Dans notre prochain numéro nous accorderons dans nos colonnes toute la place voulue par l'importance de la lutte héroïque du peuple malgache.

LE PEUPLE MALGACHE VAINCRA !

MEETING DE SOUTIEN A LA LUTTE DU PEUPLE MALGACHE

Organisé par l'Association des Étudiants d'origine Malgache

Jeuudi 18 Mai - 20 h. 30

MAISON DU MAROC - CITE UNIVERSITAIRE

CLASSE CONTRE CLASSE

S.C.P.C. (Société Centrale de Plastique
et Caoutchouc - Clermont-Ferrand)

Le combat continue

A la S.C.P.C., le combat continue. Les grévistes tiennent bon. La direction tente de nouvelles manœuvres et essaie de mettre en œuvre la « justice » bourgeoise. Mais les ouvriers, puissamment encouragés par l'exemple de la série de grèves dures et victorieuses menées récemment par les ouvriers de France (Penarroya, Girosteel, Joint Français, etc.), tiennent bon et sont prêts à déjouer toutes les manœuvres. Comme à Saint-Brieuc pour le Joint Français, le soutien populaire gagne en profondeur et en largeur.

Face au durcissement de la grève et à l'élargissement du soutien populaire, les laquais de la bourgeoisie, bonzes révisionnistes en tête, s'affolent sec. Les « mises en garde » volent dans tous les azimuts. Par exemple, voici le texte d'un tract diffusé par le syndicat C.G.T. de chez Pingeot-Bardin (petite usine métallurgique de Clermont-Ferrand) :

MISE EN GARDE

Pourquoi la C.G.T. a-t-elle stoppé la collecte faite par des « inconnus » ou des « trop connus » ?

Parce qu'en organisation responsable, elle estime que l'argent des travailleurs ne doit pas être laissé entre les mains d'individus incontrôlables, et que rien ne prouvait que les sommes collectées allaient être versées aux grévistes.

Ajoutons simplement que les inconnus en question, il s'agissait de B... et H..., ouvriers à la S.C.P.C. et membres actifs de la grève.

Il n'y a guère besoin de commen-

taires. Nous pourrions simplement ajouter que nous sommes parfaitement d'accord qu'il ne faut pas « laisser l'argent des travailleurs entre les mains d'individus incontrôlables », et c'est bien pourquoi nous conseillons vivement aux travailleurs de ne pas laisser l'argent de leurs cotisations syndicales à des gens comme Ségué et sa clique qui s'en servent pour brader leur lutte, mais de le verser plutôt aux ouvriers en grève, comme à la S.C.P.C. et ailleurs.

Il faut ajouter enfin ce fait révolutionnaire. Les bonzes C.G.T. ont réussi à briser la solidarité sur Michelin. A peine 100 000 AF de récoltés pour 25 000 salariés ! Moins que chez les étudiants.

D'abord les révisionnistes ont dit qu'il ne fallait pas faire une diffusion massive de tracts car ça coûte cher et il vaudrait mieux donner l'argent du tract directement aux grévistes. (En fait, les révisos ont une trouille terrible que les ouvriers de Michelin ne prennent exemple sur ceux de la S.C.P.C.) C'est pourquoi ils ne veulent pas faire connaître leur lutte. Les collectes ont été faites uniquement par des délégués C.F.D.T. Quant au fameux tract commun (cf. H.R. n° 147), ils ne l'ont pas diffusé. Un délégué C.F.D.T. Michelin disait : « Ils vendaient leur muguet à cinq devant la porte, et ils me laissaient tout seul à diffuser le tract commun (C.F.D.T.-C.G.T.), alors qu'à cette porte il faut être quatre ou cinq pour diffuser correctement ».

Correspondant H.R.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

LA DOLOMIE FRANÇAISE

Depuis le 29 avril, les 130 ouvriers de l'usine de fabrication de goudron sont en grève illimitée pour les revendications suivantes :

— 20 centimes d'augmentation horaire ;

— deux heures de moins par semaine sans diminution des salaires ;

— amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité.

Les grévistes occupent l'usine et se succèdent au piquet de grève pour empêcher les cadres et la maîtrise d'y pénétrer.

Pour imposer nos justes revendications, occupons les usines !

DAVUM (Fos-sur-Mer)

4^e semaine de grève pour exiger la réintégration des 14 licenciés et l'amélioration des conditions de travail.

Les grévistes — tous immigrés — confectionnent tracts et affiches en plusieurs langues pour intervenir sur les marchés et usines de la région afin d'appeler à la solidarité active.

A Marseille, aux raffineries de sucre St-Louis, un ouvrier a été sanctionné de trois jours de mise à pied pour avoir diffusé un tract appelant à soutenir leur lutte. Mais, en dépit de la répression patronale, la solidarité ouvrière s'organise activement dans les usines et chantiers de la région.

SOTRAIP (Tours)

Les ouvriers de l'usine (transformation de la matière plastique) sont en grève depuis le 4 mai pour imposer :

— prime de vacances uniforme de 500 F pour tous ;

— augmentation horaire de 30 centimes pour tous ;

— amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité.

Une délégation de grévistes est venue occuper le bureau du directeur « libéré » aussitôt par un commando de huit policiers en civil, assistés d'un car de CRS ! Cette action, décidée par l'ensemble des grévistes a été critiquée publiquement comme « irresponsable » par la mairie P.C.F. de Saint-Pierre-des-Corps.

La riposte a été vive : désormais l'usine est occupée, les piquets de grève sont en place. Le comité de grève organise un comité de soutien qui a déjà recueilli la solidarité active de l'usine voisine.

A bas le révisionnisme ! Vive la lutte classe contre classe !

NOUVELLES GALERIES (Thionville)

Quatrième attaque des C.R.S. contre les travailleuses, samedi. Des charges très violentes ont tenté de disperser une nouvelle et importante manifestation de solidarité de tous les travailleurs aux employées du magasin en grève depuis 28 jours pour l'amélioration des salaires et des conditions de travail.

Les travailleuses sont plus déterminées que jamais : « Nous continuons à tenir comme ont fait les grévistes du Joint Français et comme eux, nous gagnons ! »

Tous ensemble et en même temps !

AMECO (Mulhouse)

Les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. tentent de transformer le mot d'ordre « Pas de licenciements » en « Tenter de réduire le nombre des licenciements et obtenir des garanties ».

Mais les travailleurs ne l'entendent pas de cette oreille et la poursuite de la grève vient d'être votée à l'unanimité. Là aussi le P.C.F. a diffusé un tract dénonçant la séquestration du patron comme « l'œuvre d'un groupe gauchiste extérieur à l'usine » alors qu'elle avait été décidée par l'ensemble des grévistes.

Contre les licenciements, occupons les usines, séquestrons les patrons !

DELLE-ALSTHOM (St-Ouen)

Après l'occupation des bureaux, puis de toute l'usine Delle, du 20 avril au 8 mai, les travailleurs ont fait partiellement reculer la direction et obtenu des indemnités de licenciements égales à 2 mois 1/2 - 3 mois de salaire.

Pour la seconde fois en peu de temps, les ouvriers ont fait reculer le puissant trust C.G.E. A la Savoisiennaise et dans toutes les autres usines, il faut en profiter pour arracher nos justes revendications, comme à S.L.E. de Lannion, autre filiale du trust où l'action se poursuit depuis plusieurs jours.

Alors que la lutte contre les licenciements a été bradée par les directions syndicales, la C.G.T. prétend que c'est maintenant qu'elle va « tenter d'imposer le maintien de l'emploi dans les lieux pour une bonne partie du personnel ».

Démasquons les traîtres qui divulguent la classe ouvrière et sabotent ses luttes !

Unité à la base et dans l'action !

Rhône-Poulenc (Vitry)

Riposte à l'exploitation accrue

Depuis un an maintenant, l'embauche est arrêtée, ce qui a conduit dans certains ateliers et services à un surcroît de travail par suite des départs non remplacés.

Dans d'autres, les fabrications sont purement et simplement transférées ailleurs (penicilline et streptomycine par exemple) et le personnel muté comme aux antibiotiques où il y a déjà eu vingt mutations et où une trentaine d'autres sont prévues d'ici la fin de l'année.

Ces mutations entraînent des diminutions de salaire d'un minimum de 100 F pour la majorité des ouvriers touchés par perte de la prime de douche.

Sur un an, c'est un mois de salaire que les patrons récupèrent par ouvrier.

Les travailleurs des antibiotiques ont réagi mais, après une pétition, une délégation dans le bureau de Marcihacy et un débrayage — rassemblement d'une heure, la direction a reculé sur certains points sans accorder satisfaction sur l'essentiel : compensation de la perte de salaire par une augmentation de salaire équivalente.

Ces derniers jours, c'est aux P.M.O.29 que nos patrons ont décidé de faire des économies sur notre dos en décidant la suppression de la prime de douche et la riposte ouvrière est en train de s'organiser.

TOUT POUR LE PROFIT

Les mesures prises pour des ateliers

entiers font suite à d'autres qui frappent des travailleurs individuellement : mutations avec perte de salaire, changements d'horaires, travaux ne correspondant pas à la qualification.

Ces mesures sont la conséquence de la loi capitaliste : la recherche du profit maximum que nos patrons baptisent modernisation, rentabilisation, ou amélioration de la compétitivité.

Ces mesures font partie d'un plan d'ensemble du trust Rhône-Poulenc qui a déjà licencié 1 100 personnes dans le secteur textile. Ce plan d'ensemble consiste à augmenter la production en réduisant le personnel : c'est le cas de la penicilline, de la streptomycine parties à Elbeuf.

Et pendant que les effectifs diminuent, il y a des services où la pratique des heures supplémentaires est courante comme à la minérale !

Ce plan consiste à l'économiser en supprimant des avantages acquis comme certaines primes (de douche, de masque) ou en ne réalisant pas des travaux indispensables à notre sécurité : la mort tragique de trois camarades à Elbeuf dans des bâtiments inadaptés en est la preuve récente.

Pendant ce temps, les bénéfices nets avoués par R.P. sont passés de 119 millions de francs (nouveaux) en 1967 à 240 millions en 1971, soit plus du double en quatre ans.

méfaits et crimes du capital

Veille du 1^{er} Mai à Toulouse :

La police tire sur des révolutionnaires espagnols

Dimanche 30 avril à 5 h 30 du matin, un groupe d'antifascistes espagnols qui écrivait des slogans sur les murs du Centre espagnol, régi donc dépendant du Consulat espagnol, appelant à la manifestation du 1^{er} mai a été attaqué par des flics en civil qui ont tiré plusieurs coups de pistolet sur eux, sans sommation. Deux de ces militants ont été arrêtés. Nous tenons à informer toutes les organisations antifascistes françaises qu'il s'agit de deux réfugiés politiques espagnols qui risquent en cas d'expulsion de lourdes peines de prison.

Quelques temps après, les deux camarades ont été relâchés. Mais les menaces d'expulsion pèsent sur eux, étant donné les liens entre le gouvernement français et le gouvernement espagnol. Ainsi, actuellement, sont organisées des manœuvres anti-guérilla entre les armées françaises et espagnoles dans les Pyrénées, d'autre part le gouvernement livre des armes à Franco, et lui apporte une aide économique et financière.

Ainsi se développe la collaboration

entre les polices françaises et espagnoles pour expulser les antifascistes espagnols : à Bordeaux, arrestation de Campillot qui est livré à la police espagnole; expulsions de militants basques à Pau, Bayonne, etc.

Cette agression, à Toulouse, contre des antifascistes espagnols n'est pas un fait isolé. En France, face à la montée des luttes ouvrières, la bourgeoisie en crise arme ses milices fascistes; évacuation par la violence des usines occupées par les travailleurs en grève (Penarroya, Girosteel, Joint Français...). Les milices patronales et les bandes fascistes en collusion avec la police n'hésitent plus à tirer sur les militants ouvriers : assassinat de Pierre Overney, de Michel Labroche (militant du P.C.F.)...

Dans ce cadre-là, face à cette agression et aux menaces d'expulsions qui pèsent sur ces camarades espagnols, nous devons nous tenir prêts à riposter.

(Communiqué de l'Agence Populaire Espagnole de Presse)

Pour raison de sécurité...

Il y a une semaine, dans une usine de la région parisienne, la police est venue faire un plan complet de l'usine, notant toutes les issues, les machines, la place existant pour circuler. Et tout cela sous prétexte de sécurité!

De quelle sécurité s'agit-il?

De celle des ouvriers? une telle sollicitude est peu habituelle.

Mais lorsque l'on sait que l'usine va bientôt fermer, on comprend que les patrons veulent ménager leur sécurité, et ne pas se laisser prendre de vitesse par un mouvement des ouvriers (ils tirent les leçons des récentes grèves). Tous ces plans serviront à préparer les interventions des flics en cas de grève avec occupation.

Riposte aux fascistes

Cannes

Après avoir essuyé une sévère défaite à Nice, les flics relèvent la tête :

— Jeudi dernier, Cannes est couvert de bombages d'Ordre Nouveau (« Ni banques, ni soviets » - « Soutien au Sud-Vietnam » - « Aujourd'hui l'anarchie, demain l'ordre nouveau »...)

J'ai eu du pot de pas les croiser, je collais seul ce soir-là!

— Vendredi midi, cinq lycéens d'Ordre Nouveau vendent leur canard à la sortie du lycée Carnot, et se font insulter par quarante lycéens, plus des agents du lycée, plus des profs, qui entonnent l'Internationale, la Jeune Garde, et scandent des mots d'ordre anti-fascistes (« A bas l'Etat policier » - « Dachau, Auschwitz, plus jamais

ça! » - « Ordre Nouveau, ordre nazi »...)

— Aujourd'hui, lundi midi, nouvelle tentative de vente d'Ordre Nouveau; quarante à cinquante lycéens les attendaient, prêts à leur rentrer dedans, ce qui arriva à la suite d'une provocation fasciste (deux camarades se font arracher des mains « Politique Hebdo » et « Front Libertaire »), pendant que des militants se relayaient pour scandier des mots d'ordre dans le mégaphone de la Ligue C. de Nice. Bilan : les cinq flics se sont faits abîmer (bleus partout, nez cassés, vêtements déchirés, coups de pied dans le ventre...), sous les applaudissements des passants et du personnel enseignant et travailleurs du lycée.

Lycée J.-B. Say

Les commandos fascistes font des descentes régulières (cf affaire Guyonnet) au lycée J.-B. Say.

— Il y a 3 semaines, Ordre Nouveau, guidé par un élève, y vient « casser du bolcho ».

— Peu après, 5 nazillons agissent un élève de confession israélite et lui écrasent une cigarette sur le visage en le traitant de « sale juif ».

A ce terrorisme nazi, les élèves ripostent : les fascistes se font cogner, reçoivent de la peinture... L'Administration prie le fameux raciste de s'absenter deux jours pour « mauvaise camaraderie »!

Elle fait passer en conseil 4 antifascistes, le « guide du commando » avec une louable équité.

Aussitôt J.-B. Say est en grève totale et occupé par les élèves. Le jour

du conseil le bahut est fermé. D'importantes forces de police (près de 100 gardes mobiles) quadrillent le secteur, sans pouvoir empêcher 200 jeunes de manifester et d'arriver devant l'entrée du lycée où se tient un meeting.

Bilan du tribunal-bidon : 2 antifascistes définitivement exclus, un provisoirement. Le fasciste est exclu lui aussi de peur d'une trop grande colère des élèves.

La grève continue avec l'appui d'autres lycées du quartier. Malgré les menaces et les interpellations, les lycéens sont déterminés :

— à obtenir la réintégration des antifascistes ;

— à combattre le fascisme jusqu'au bout.

Correspondant H.R.

Pour un œil, les deux yeux

— En Corse, 6 ouvriers marocains, logés dans un baraquement, doivent fuir en pleine nuit pour échapper à un commando fasciste. Les agresseurs fracassent portes et fenêtres, saccagent les meubles et les vêtements avant de mettre le feu au baraquement. A l'heure actuelle, ceux qui l'« Humanité » blanche (qui rapporte brièvement les faits, sans l'ombre d'un commentaire!) baptise pudiquement « vandales » et « voyou », courent toujours.

— A Ivry, un travailleur immigré est pourchassé de nuit par une R16. La municipalité P.C.F. — si peu avare d'affiches et de colle les veilles d'élections! — n'a pas daigné en confectionner une pour cela.

Ce sont les affiches manuscrites de « L'Humanité Rouge » qui dénoncent cette agression sur les murs de la commune, appelant la classe ouvrière — Français et immigrés tous unis — à la vigilance.

— A Bagnaux, la police s'est chargée directement d'accomplir la sale besogne des commandos fascistes.

En pleine nuit dix policiers en civil, revolvers et matraques au poing, ont envahi un foyer de travailleurs portugais et algériens, défonçant les portes, matraquant les ouvriers immigrés.

En faisant irruption dans une pièce où des ouvriers portugais étaient en train de diner, l'une de ces crapules saisit un flacon de schampoing, le verse dans la soupière et enjoint à un ouvrier de manger. Devant sa résistance, il l'empoligne par les cheveux et lui

trempe la tête dans la soupière!

Après avoir tout détruit dans le foyer, tiré un coup de feu, ce commando de brutes sanglantes enchaîne les travailleurs algériens qui sont embarqués au commissariat de police de Montrouge. Il y resteront détenus plusieurs heures. Quand ils protestent, c'est pour s'entendre répondre :

« Si tu n'es pas content, on t'emène au bois de Vincennes pour que tu creuses ta tombe. La guerre d'Algérie n'est pas finie!... »

Malgré menaces, chantages et pressions, les travailleurs immigrés ont le courage de dénoncer publiquement cette agression. « Nous ne voulons pas être traités comme des bêtes! » disent-ils.

Camarades! nous non plus nous n'acceptons pas que l'on touche à un seul cheveu d'un ouvrier, d'un de nos frères de classe, français ou immigré! Dénonçons inlassablement ces crimes et leurs auteurs : la classe exploiteuse qui tente de répandre le poison du racisme et de la division pour sauver ses profits, menacés par notre unité de lutte.

Tous unis, serrons les poings de la colère et de la haine de classe et tenons-nous vigilants, prêts à les abattre pour écraser les persécuteurs et les assassins du peuple.

Comme nous l'a enseigné Paul Vaillant-Couturier et toute l'expérience de lutte du prolétariat, nous saurons frapper sans merci : « Pour un œil, les deux yeux! Pour une dent, toute la gueule! »

Travailleurs français et immigrés, même ennemi, même combat!

Un exploiteur parmi d'autres

Un ancien patron dijonnais, Maurice Ménard, président directeur général d'une maison de distribution de biscuiterie en gros : « Biscuiterie Française » vient de se faire écrouer pour fraude fiscale. Sur sa seule comptabilité de 1966, 67 et 68, il apparaît que ce patron a dissimulé des sommes particulièrement énormes, soit environ 6 millions de francs (600 millions d'A.F.) d'impôt (selon le fisc). Quelques explications sont cependant nécessaires et permettent d'expliquer ce qui n'est finalement qu'un scandale parmi les innombrables scandales de la société capitaliste.

Il faut en effet savoir que cet exploiteur ne possédait qu'une petite entreprise de 50 ouvriers et que c'est avec une si petite usine qu'il a pu amasser un pécule sans doute encore bien supérieur à ce qu'il doit payer d'amende (le tout : fraude + amendes diverses, s'élevant à un milliard 500.000 A.F.). Le patron était, en effet, un exploiteur particulièrement virulent qui a fait for-

tune en payant ses ouvriers au SMIG et même, ce qui est illégal, mais ne représente finalement qu'un scandale de plus, en infligeant des amendes aux ouvriers quand ils avaient fait une « faute » de travail, en utilisant le chantage suivant : « Tu payes l'amende ou c'est la porte ».

C'est sur la sueur de si peu d'ouvriers qu'il a donc pu s'acheter trois villas, qu'il possède de nombreux appartements en location, loué aujourd'hui son usine et vient tout récemment encore de se payer la célèbre croisière pour milliardaire sur le « France ». Amasser de tels bénéfices avec si peu d'ouvriers rend bien compte de ce qu'est l'intensité d'exploitation infligée aux ouvriers par les patrons et montre bien que les baratins des patrons du type : « Je ne peux pas augmenter les salaires sinon je risque de fermer l'usine » ne sont que des tromperies que les travailleurs démasquent de plus en plus.

Correspondant H.R.

Scènes de la vie quotidienne :

A la Gare Saint-Lazare

C'est tous les soirs à présent que les troupes à « Marcellin La Française » créent des incidents à la gare Saint-Lazare, à l'heure de pointe du soir, protégeant les vendeurs de journaux fascistes (A.F., Ordre Nouveau, etc.), et pourchassant les diffuseurs d'extrême-gauche, ou plus simplement comme vendredi dernier les simples usagers des transports. C'est en effet une cinquantaine de flics déambulant dans la gare qui interpellèrent à leur descente des trains les jeunes ayant les cheveux longs et les emmenaient

sans ménagement au commissariat de la gare. Les travailleurs indignés par ces méthodes caractéristiques de la fascisation du régime ont fait bloc autour des flics, un travailleur qui protestait fut vivement embarqué au poste sous les cris des usagers révoltés. Serrés comme des sardines, entassés à huit au m2 aux heures de pointe dans des transports en commun inconfortables, les travailleurs ne toléreront pas d'être en plus matraqués à leur descente des trains, ils feront échec à la fascisation.

ITALIE

Lutte de masse et direction du Parti Communiste d'Italie Marxiste Léniniste

Nous avons, la semaine dernière, souligné le danger fasciste en Italie. Ce danger est le signe d'une faiblesse extrême de la dictature de la bourgeoisie italienne. L'Italie est sans doute un pays d'Europe où la crise économique est des plus profondes à l'heure actuelle. Cette situation est insupportable pour les milieux dirigeants. D'autant qu'elle succède à une période de paix sociale relative où, aidée par des conditions extérieures favorables, les capitalistes italiens ont pu réaliser de prodigieux profits : c'est ce qu'ils ont appelé le « miracle italien ». Mais ce prétendu miracle n'était rien d'autre que le sang et la sueur du peuple travailleur d'Italie. Bien entendu aujourd'hui c'est, comme chez nous, sur le dos du peuple qui les engraisse que les parasites capitalistes comptent résoudre leur crise. Augmentation des cadences, plus d'un million de chômeurs, licenciements, lock-out, etc. La classe ouvrière répond pied à pied : des dizaines et des dizaines d'entreprises sont occupées. Des patrons se cachent. Prévoyant des mouvements dans l'usine, certains démontent leur bureau secrètement. Brambilla, un des dirigeants du groupe Pirelli, a déclaré : « Nous devons faire face constamment à des situations dramatiques dans nos entreprises, nous ne sommes plus maîtres chez nous. » Il faut bien comprendre cela pour s'expliquer le renouveau du fascisme. Débordé, balayé dans les luttes revendicatives, le patronat subventionne et encourage les groupes fascistes. Outre les interventions de la police, il dirige des attentats contre les ouvriers en lutte. Nous avons parlé, la semaine dernière, de l'assassinat de l'éditeur Feltrinelli. Ce crime odieux a suscité de nombreux commentaires dans le monde. Cependant la presse internationale ignore généralement les innombrables crimes commis par de petites bandes armées contre des piquets de grève, des ouvriers occupant leurs entreprises ou des militants syndicalistes.

La classe ouvrière d'Italie emploie massivement de justes formes de lutte contre classe. Dans ces luttes, elle forge son unité de combat malgré les dirigeants réformistes. La presse bourgeoise de notre pays s'est interrogée pour savoir si les syndicats allaient prendre le pouvoir. Cela traduisait l'inquiétude de la bourgeoisie face au caractère irréductible de la lutte de classe du prolétariat organisé massivement sur des bases revendicatives. Aujourd'hui en Italie, ce sont les organisations de masse ouvrières qui apparaissent véritablement révolutionnaires. Cela reflète la discordance qui existe entre la ligne révisionniste contre-révolutionnaire du parti soi-disant communiste italien et les larges masses travailleuses. Un des dirigeants révisionniste, dirigeant du syndicat C.G.I.L. (la C.G.T. italienne) a déclaré : « Notre but n'est pas de prendre le pouvoir, ni de remplacer le capitalisme par un modèle alternatif... Nous ne croyons pas à l'instauration immédiate d'une société socialiste. »

Bien entendu les organisations revendicatives de la classe ouvrière ne

peuvent s'emparer du pouvoir politique. Elles sont pourtant une excellente école de la révolution, et à travers les luttes de tous les jours

qu'elles mènent s'expriment les profondes aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière.

La forme suprême d'organisation du

prolétariat c'est son avant-garde authentiquement communiste : en Italie : le Parti communiste d'Italie (marxiste-léniniste). Quoiqu'encore jeune, il a remporté d'indéniables succès dans son édification, dans la conduite des luttes prolétariennes et dans l'organisation des forces anti-fascistes. Sur la route lumineuse qu'il trace au prolétariat italien, les écueils sont nombreux, le P.C.I.M.L., dirigé par le camarade Fosco Dinucci, s'inspire d'une juste ligne idéologique et politique. Aussi est-il certain que quelles que soient les difficultés rencontrées, la classe ouvrière d'Italie dirigera victorieusement le peuple dans sa lutte révolutionnaire pour balayer par les armes la dictature de la bourgeoisie monopoliste et instaurer la dictature du prolétariat.

VIVE LES LUTTES MAGNIFIQUES DU PROLETARIAT ITALIEN !

VIVE LE PARTI COMMUNISTE D'ITALIE MARXISTE-LÉNINISTE !



Au lock-out décidé par le patron, Pirelli, les ouvriers de l'usine de caoutchouc de Milan-Biccoca ripostent en occupant l'usine.

article de Nuova Unità (organe du P.C.I.M.L.) du 13 Avril

VIOLENCE ET DÉMAGOGIE FASCISTES SE COMBATTENT PAR LA MOBILISATION AUTHENTIQUE DES MASSES

L'antifascisme de façade des dirigeants révisionnistes et réformistes démobilise les masses en favorisant la manœuvre réactionnaire.

Un des aspects du fascisme mis en relief par la campagne électorale est la façade « démocratique » du MSI. Avec ce paravent légal et parlementaire, le MSI cherche à dissimuler son rôle réactionnaire antipopulaire et à se présenter comme un parti de gens « honnêtes et droits » qui se bat contre toute corruption pour le bien des « italiens ». Cette démagogie représente un aspect particulièrement dangereux de l'action des fascistes : ils exploitent dans des situations déterminées le mécontentement populaire (en particulier des couches de la petite bourgeoisie et du sous-prolétariat), pour le détourner des justes motifs qui l'inspirent et l'orienter sur des objectifs corporatistes et particularistes, en une protestation poujadiste pour semer la diversion dans les masses.

On a ainsi pu voir Almirante se présenter à la T.V. sous l'aspect d'un homme posé et pacifique qui repousse tout usage de la violence et se déclare pleinement respectueux des « règles démocratiques ». Giorgio Almirante, assassin de partisans, criminel de guerre, collabo des nazis, peut donc remercier la démocratie bourgeoise : non seulement elle lui permet de s'exhiber à la TV, mais elle lui donne une place au Parlement, contredisant ouvertement les principes constitutionnels mêmes qu'elle s'est donnés. Mais qu'y a-t-il à attendre d'une « démocratie » garantie par des hommes comme l'amiral Birindelli, commandant des forces navales de l'OTAN de Sud-Europe, ou De Lorenzo, ex-commandant général des carabinieri et chef d'Etat major de l'armée et d'autres comme le capitaine de frégate Natri, le lieutenant de corps d'armée Paclato, le lieutenant-

colonel Toshi, qui aujourd'hui révèlent leur véritable visage en se présentant sur les listes du MSI et en tenant la main en public au criminel fasciste Almirante ?

On pourrait espérer d'avantage de partis comme le PCI et le PSI dont les dirigeants se gargarisent d'antifascisme, mais au fond acceptent la présence des fascistes dans le « jeu démocratique ». Ces dirigeants acceptent souvent de se présenter aux débats télévisés aux côtés des fascistes, les reconnaissant par là même comme interlocuteurs et justifiant l'existence du MSI comme « parti démocratique ». Ces dirigeants n'ont ni la force ni la volonté de mener au minimum une lutte au Parlement pour l'expulsion d'Almirante et l'interdiction du parti fasciste en tant qu'illégal. Maintenant qu'on a enfin reconnu au tribunal la culpabilité d'Almirante, tueur d'Italiens, n'y aurait-il pas là peut-être la base suffisante pour en demander l'expulsion du Parlement, en faisant appel à cette constitution qu'ils exaltent tellement ?

Cela ne suffirait pas certes à éliminer le fascisme, mais dévoilerait au moins les graves contradictions de partis comme le D.C. qui s'autodéfinissent « anti-fascistes », mais refusent même dans le cadre du Parlement, une action réelle contre le fascisme. Cela contribuerait à démasquer le DC comme parti de la bourgeoisie, matrice du fascisme ; à démasquer la nature véritable de la « démocratie bourgeoise » ; cela reviendrait, en dernière analyse à assurer une position précise de classe. Cela les dirigeants du PCI ne le veulent pas. Ils sont disposés à faire de l'antifascisme, mais jusqu'à un certain point, ils ne veulent même pas aller au delà dans le cadre parlementaire. Comment pourraient-ils autrement constituer de « larges » comités antifascistes avec le DC ? Comment pourraient-ils souhaiter avec tant de ferveur entrer au sein du gouvernement aux côtés de la D.C. ?

Voilà donc comment les partis antifascistes en paroles finissent par favoriser l'action démagogique du M.S.I. Celui-ci, en particulier dans le Sud, exploite souvent le mécontentement et la désillusion des couches populaires dont les intérêts immédiats n'ont même pas été défendus par les partis « de gauche ». Les dirigeants du PCI ont de très graves responsabilités, eux qui, par exemple dans le Sud, immobilisent depuis des années toute forme d'association des travailleurs agricoles et des paysans et qui substituent à ces organisations de

classe des formes institutionnelles comme les bureaux de placement dont les masses de travailleurs et de paysans ne reçoivent que des injustices et brimades. Il existe donc un très grave danger — et notre Parti est engagé à l'affronter — celui que dans ce vide d'organisations de classe, s'insinue la démagogie fasciste.

On peut dire la même chose à propos des « larges » comités antifascistes, les formes uniques « d'organisation antifasciste » conçues par les dirigeants du P.C.I. En réalité, dans la plupart des cas, ces comités ne représentent qu'un acte purement formel, instrumentalisé à des fins électorales et pour des alliances au sommet avec la DC comprise une ou deux réunions annoncées à grand renfort de presse, et puis plus rien. Dans d'autres cas, où ces comités sont présents, malgré la présence dans leur sein de sincères antifascistes, ils ont fini par freiner l'action antifasciste des masses en essayant sans cesse de l'enliser sur le « terrain démocratique », avec pour principe de toute leur attitude que le MSI est un parti gouvernemental comme les autres, et a donc le droit de faire des meetings et des réunions, etc.

On arrive à des aberrations du genre de celle-ci : à Livorno (Livourne) les dirigeants du PCI ont d'une part constitué un comité antifasciste aussi large que fantomatique et d'autre part ont formé un comité pour la discipline électorale avec tous les autres partis, y compris le MSI, établissant un dialogue de la « bonne politique » électorale, avec l'engagement de ne pas se gêner entre eux, de ne pas hausser trop le volume des haut-parleurs, etc. Que signifie s'asseoir à la même table que les fascistes pour établir ces règles de « comportement démocratique » sinon leur reconnaître le droit à l'existence comme « parti démocratique » et de ce fait favoriser l'action démagogique des fascistes ?

Face à tout cela, face aux illusions que la menace fasciste peut se combattre avec les bulletins de vote et avec des « Comités antifascistes » pour la forme en alliance avec la D.C., notre parti est engagé à porter, partout où sont les masses, l'authentique ligne de lutte antifasciste qui démasquera la nature de classe du fascisme. Il organise réellement les masses en comités antifasciste-anti-impérialistes, en construisant en même temps le front le plus vaste des forces authentiques antifascistes.

LISEZ : « LE PRINTEMPS REVOLUTIONNAIRE DE 68 »

par Jacques Jurquet — Essai d'analyse marxiste-léniniste

Prix : 3 F

Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi

trotskyisme ancien ou moderne, même idéologie bourgeoise (2)

Le trotskysme mépris et peur des masses

S. N. C. F. (Vierzon)

U.D.R., Révisionnistes, Trotskyistes s'acoquinent

Le 8 avril, le Comité technique départemental des transports du Cher, réuni sous la présidence du préfet, donnait un avis favorable au transport sur route du service omnibus entre Orléans-Les Aubrais et Vierzon, ainsi qu'entre Vierzon et Châteauroux. Cette décision recevait aussitôt l'approbation de tous les organismes « compétents » ainsi que la bénédiction du très réactionnaire Conseil général.

Sous prétexte de « rentabilité », le gouvernement du capital n'hésite pas à supprimer des lignes omnibus dont les premiers à en faire les frais seront les travailleurs qui utilisent régulièrement ces lignes. Sans compter que, du jour au lendemain, plusieurs dizaines de cheminots vont se trouver privés de leur gagne-pain quotidien. Ce dernier point n'entre évidemment pas dans les préoccupations de la direction de la S.N.C.F. et du gouvernement des nantis. Encore qu'il ne soit pas exclu que ces derniers soient, bien malgré eux, contraints d'en tenir compte.

Une certaine effervescence se fait jour au très combatif dépôt de Vierzon. Jusqu'ici, les bureaucraties syndicales se sont contentées de molles protestations, parfaitement anodines. Aucune initiative d'explication concrète des motifs qui guident la direction de la S.N.C.F. n'a été entreprise. Néanmoins, le souvenir du soufflet que dirigeants révisionnistes et réformistes ont encaissé lors de la grande grève de juin dernier est resté bien vivace. Vierzon fut alors, malgré toutes les pressions imaginables, le dernier dépôt, avec Avignon, à reprendre le travail.

Lors de la dernière réunion de la section C.G.T. cheminots (qui dispose d'une majorité écrasante), de nombreuses voix se sont prononcées en faveur d'une action immédiate en coordination avec les camarades des Aubrais et de Châteauroux. A l'origine de cette initiative, deux vieux militants du P. C. » F., lecteurs réguliers de notre journal et qui sur le plan syndical agissent en fonction de la juste ligne léniniste-stalinienne « Classe contre classe » que propage « l'H.R. ». Propagation qui porte ses fruits et où Pompidou comme Marchais finiront bien par se casser les dents. L'atmosphère était orageuse et la détermination à la lutte évidente. Il fallait à tout prix pour la direction révisionniste contrecarrer ce mouvement qui prenait naissance à la base et qui risquait très vite de la dépasser. Pour tenter d'éteindre ce début d'incendie, il va donc être fait appel à tous les pompiers de bonne volonté, de l'U.D.R. aux révisos sans oublier les trotskystes de « Lutte Ouvrière ». La duperie engagée pour tenter de noyer le poisson vaut d'être narrée. Les bureaucrates syndicaux, c'est désormais entendu, refusent d'engager le combat sur le terrain social, là où les positions de l'ennemi sont les plus vulnérables.

Tu l'as bien dit, Laudier, les « conditions ne sont pas favorables, l'union de la gauche n'est pas encore réalisée ». Passons sur les autres sornettes, car il est bien connu que tu ne peux ouvrir le bec sans en sortir une. En Mai 68, en juin 1971, tu tenais le même langage. Celui de la trahison. Trahison des travailleurs, mais aussi de la jeunesse. La

classe ouvrière n'a pas à attendre que concordent les sourires du vichyste Mitterrand et du doriote Marchais, pour engager la lutte. Et cela, Laudier, la majorité des membres du syndicat C.G.T. et de la cellule du P. C. » F. du dépôt de Vierzon en est convaincue. Et tu le sais. Il te faut néanmoins faire semblant d'agir et donc manœuvrer.

De connivence avec leurs compères de la C.F.D.T., de F.O. et du syndicat autonome, la direction C.G.T. lance un appel aux partis et organisations locales pour une réunion à la mairie le 26 avril. Rassemblement mondain de gens qui sont tous de très bonne compagnie. Se trouvent présents l'U.D.R., le Centre dit « Démocrate », le Parti « Socialiste », les révisionnistes, les bureaucrates des quatre syndicats. N'omettons surtout pas les plus beaux animaux de la foire, à savoir les « rrrévolutionnaires » de la très mal nommée « Lutte Ouvrière », représentés par leurs deux habituelles têtes d'affiche, les sieurs Sornin et Hauchère.

Quelques mots sur ces derniers. Où finiront-ils en effet ? Dans les rangs de

l'U.D.R., comme Daniel Rousset? Rédacteurs d'un organe réactionnaire tel le « Figaro », à l'instar de Souvarine ? Ils peuvent suivre la route de Jean Rous et prendre la succession de ce dernier comme conseillers personnels du président du Sénégal, le fasciste Léopold Senghor. Nous pensons cependant qu'ils réunissent les conditions requises pour se retrouver dans un cirque. Non pas directeurs, ainsi que l'a été Raymond Molinier, ce serait en effet trop leur demander ! Simplement clowns. Leur comportement actuel laisse en effet présager un bel avenir dans cette voie. Une chose est certaine. Comme tous les hauts dignitaires du trotskysme sus-nommés, ils rejoindront les poubelles de l'Histoire.

Mais revenons-en à notre réunion. Que de beau monde à la tribune ! On arrive même à y percevoir, dissimulée derrière ses bijoux, une vieille chouette, septuagénaire bon teint, représentant les « Citoyens du monde ». De ce monde-là, les communistes que nous sommes ne seront jamais les citoyens et c'est là notre fierté.

La loi de l'Histoire fera que sur les ruines du monde décadent nous établirons le communisme. Remarques qui s'imposaient pour souligner que toutes les manœuvres en vue de retarder l'échéance de l'écrasement du capitalisme sont en définitive vouées à l'échec.

Et la réunion du 26 avril est un exemple typique de ces manœuvres.

Sans honte aucune, trotskystes et révisionnistes siègent désormais auprès des pires réactionnaires au sein d'un prétendu « Comité de défense des lignes omnibus » dont il est d'ores et déjà assuré que l'on ne peut rien attendre. La diversion a provisoirement donné le change, mais gageons qu'elle ne viendra pas à bout de la volonté combative de la masse des cheminots !

RIEN A ATTENDRE DES INFAMES TRIPATOUILLAGES DES POLITICIENS CORROMPUS !

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION SOUS LA BANNIERE DU MARXISME-LÉNINISME !

NON A LA SUPPRESSION DES LIGNES OMNIBUS ET AU CHOMAGE QUI EN DECOULERAIT POUR PLUSIEURS CENTAINES DE CHEMINOTS !

VIVE LE COMMUNISME ET GLOIRE IMMORTELLE A MARX, ENGELS, LENINE, STALINE ET MAO TSE-TOUNG !

Correspondant « Humanité Rouge » Vierzon.

Démasquons les faux révolutionnaires trotskystes (suite)

Dans notre précédent numéro, des camarades d'une grande usine ont raconté comment des trotskystes ayant en main les rênes d'une section syndicale C.G.T. ont tenté de supprimer à une camarade ouvrière son poste de déléguée syndicale et cela contre l'avis des ouvrières et ouvriers de l'usine. Dans le présent article nos camarades expliquent comment ils ont engagé la lutte contre la poignée de bureaucrates trotskystes.

PREMIERE DEFAITE DES TROTSKYSTES

Après le retour de notre camarade, nous avons décidé d'organiser la seule riposte vraiment marxiste-léniniste, la seule réellement valable : la riposte de masse. Il s'agissait d'opposer au petit comité des trotskystes, composé pour l'essentiel de toute une bande de techniciens assez arriérés politiquement, la ferme volonté des ouvrières décidées à redonner son poste à une déléguée en qui elles ont confiance, une « qui a nos idées » comme le déclare une des ouvrières.

La grande difficulté c'est d'organiser la rentrée des filles : il faut trouver des bagnoles pour les endroits les plus divers. C'est d'ailleurs pour cette raison que la commission exécutive n'est d'ailleurs formée que de techniciens. « A la commission exécutive entre qui veut » comme dit le pont trotskyste. Nous rectifions : « Qui le peut ». Comme en toute démocratie bourgeoise, les ouvriers manquent ici des moyens MATÉRIELS pour assister à ces réunions, pour faire appliquer leur volonté. Mais la réponse méprisante des trotskystes est : « Les gens qui le veulent sont toujours capables de faire un effort. » Toujours le même mépris des masses.

Nous réussissons quand même à organiser la riposte pour la réunion. Nous amenons de nombreuses ouvrières et ouvriers dont nous avons prévu le retour. Les trotskystes sont

complètement « soufflés » par ce coup inattendu. Et nous mettons le problème sur le tapis. Le bonze trotskyste tourne autour du pot, élude, pontifie : « Dans un syndicat aussi démocratique que le nôtre, etc. » et accumule les mensonges, aussitôt engueulé de belle manière par les ouvriers. Nous réussissons à grand peine à calmer les filles. La réflexion unanime, en parlant du chef trotskyste, sera : « Je n'ai jamais vu un type tourner aussi longtemps autour d'un problème sans l'aborder. C'est un record. » Nous obtenons (par la force de notre appui ouvrier) qu'un poste de déléguée syndicale soit rendu à notre camarade, dès les élections de comités d'entreprise. Et les trotskystes ajoutent : « Mais bien sûr, mais c'est évident », comme s'il n'y avait jamais eu de problème. Nouvel écoeurement des filles pas dupées du tout. Il n'y aura pas de vote à main levée, comme cela se fait d'habitude. Les trotskystes espèrent pouvoir « écraser le coup », et éluder, le moment venu, la décision prise à cette réunion. Mais c'est compter sans la volonté ouvrière. Raisonner en trotskyste, quoi ! Mais non, messieurs, il est fini le temps si tranquille du petit comité bureaucratique trotskyste. Gare à vos pieds ! Comme le disait le grand Staline : « Le fleuve s'est mis en marche ». Et vous n'avez eu jusqu'ici que des vaguelettes !

NOUS AVONS MANQUÉ DE CONFIANCE DANS LES MASSES

Il nous faut souligner que les erreurs ou les fausses appréciations que nous avons faites relevaient toutes du même défaut : le manque de confiance dans les masses.

— Après la convocation pour le « comité spécial », un camarade n'a pas pensé à la possible riposte de masse. Ce fut une première erreur.

— L'abandon forcé de la pétition aux trotskystes par une sympathisante ouvrière relevait aussi de cette erreur et de son complément obligatoire : la surestimation de la force toute apparente des trotskystes, ici en terrain favorable.

— Malgré le retour manqué (la moitié des ouvrières sont rentrées à pied) et le côté « foire d'empoigne » de la réunion, nous avons craint la démobilisation, l'écoeurement des filles. Mais non, elles tiennent fermes à nos côtés et sont heureuses de la victoire.

LES TROTSKYSTES S'ENFONCENT TOUJOURS PLUS

Après s'être ressaisis, la dernière de ces messieurs a été de réclamer des excuses à notre camarade, accusée d'avoir « fait rebondir l'affaire », d'avoir traité quatre trotskystes de menteurs, de magouilleurs et de bureaucrates, et d'être « indigne de leur confiance ». Mais c'est là un beau compliment que vous lui faites, messieurs, merci ! C'est la preuve que la ligne suivie est juste ! Et les excuses, ils les réclament sur leur terrain, en commission exécutive. Mais ils ne pourront rien changer. Ils n'ont fait qu'avouer davantage leur faiblesse de bureaucrates étrangers à la classe ouvrière.

La ligne théorique élaborée de 1937 à 1939 par le secrétaire général du P.C.F. (8)

**Le P.C.F. et la lutte
du peuple algérien
pour son indépendance
nationale**

Une étude de Jacques JURQUET (28)

**Le peuple algérien
a fait justice
des théories de Thorez**

Dans l'Essai sur la nation algérienne » publié en 1958 par le Parti Communiste algérien, la « naissance de la nation algérienne » était fixée à la période 1942-1946 « grâce en particulier à l'influence des positions du P.C.A. » (!) Une remarque surprenante soulignait involontairement la carence des communistes dans le déclenchement de la lutte armée : « La bataille électorale de février 1948 a confirmé aux yeux des Algériens que d'autres moyens de lutte que le bulletin de vote et les moyens « légaux » étaient nécessaires pour libérer le pays. » Alors ?

Dans la troisième et dernière partie (quelques problèmes de la nation algérienne), le P.C.A., obligé de « lâcher du lest » par les événements, c'est-à-dire par le combat héroïque des patriotes algériens, lançait quelques vérités historiques en contradiction évidente avec les affirmations antérieures de Thorez et des deux partis communistes français et algérien.

« La nation est formée d'Algériens autochtones. Elle ne comprend pas les Européens d'Algérie (souligné par nous). Seuls, les indices économiques et de territoire existent pour les deux éléments ethniques. Par contre, il faut noter l'absence entre ces derniers d'une « communauté stable, historiquement constituée, de langue et de formation psychique ». Pour ce dernier indice, il faut même ajouter que sur le plan décisif de l'heure, l'indépendance, l'immense majorité des Européens se dresse contre l'aspiration des Musulmans. Le mouvement du 13 mai en apporte une preuve supplémentaire »

Mais cette constatation n'était concédée qu'avec beaucoup de réticences. Au paragraphe de la rétrospective succédaient onze paragraphes portant sur les possibilités et perspectives d'intégration d'Européens ou de Juifs dans la future nation algérienne indépendante ! Enfin venait le corps même d'une autocritique (absolument fautive, comme on va devoir en juger) par rapport à la définition de la nation algérienne donnée par Maurice Thorez en 1939 — pour apprécier la situation en Algérie — « Mais comment (le Parti Communiste Algérien) a-t-il interprété cette définition ? » questionnait les rédacteurs de ce texte.

« 1° Au lieu d'en dégager les deux aspects fondamentalement justes : formation de la nation (aspect principal) et voie ouverte à l'intégration d'Européens (aspect secondaire), il l'a interprété d'une façon dogmatique, de telle sorte qu'il apparaissait que la nation ne pouvait se former avant la fusion de tous les éléments ethniques, y compris des Européens. Or, le processus de prise de conscience de la nation algérienne, déjà développé chez les Musulmans, ne pouvait pas avoir le même contenu pour l'immense majorité des Européens, et ce malgré les efforts courageux du Parti Communiste Algérien qui a réussi à former des patriotes algériens d'origine européenne ou israélite. La fusion ou le mélange des deux principaux éléments ethniques actuels est impossible dans le cadre colonial. Raisonner autrement, c'est faire preuve d'idéalisme, c'est penser que la mentalité des Européens pourra se modifier sans que soit brisé le régime économique de type colonial qui engendre (sans que cela soit schématisé) cette mentalité : la libération

nationale sera l'œuvre des masses musulmanes qui subissent l'oppression coloniale et constituent de ce fait les FORCES REVOLUTIONNAIRES. Ainsi, l'expression « nation en formation » qui implique l'idée de mouvement, de progrès, était interprétée de telle façon qu'elle risquait de freiner le mouvement lui-même. »

Il y avait incontestablement dans ce passage une prise de conscience anti-assimilationniste. L'heure avait enfin sonné ou des dirigeants algériens du Parti Communiste Algérien, sous les coups impitoyables portés aux théories de Thorez par l'Histoire et plus précisément par le peuple algérien lui-même, découvriraient que la nation algérienne et son indépendance nationale ne pouvaient s'accorder de la situation coloniale. Les phrases soulignées (par nos soins) attestent de cette prise de conscience malheureusement beaucoup trop tardive.

Mais les aspects négatifs l'emportaient encore dans la pensée de ces militants et c'était là non la moindre des conséquences néfastes et décisives de leur complet assujettissement, depuis 22 années, au Parti Communiste Français.

On trouve encore ici le désir de justifier la ligne erronée antérieure, par la « formation de patriotes algériens d'origine européenne ou israélite ». Nous verrons plus loin ce qu'il en fut très exactement, et si nous exprimons notre respect devant la détermination et les sacrifices de quelques adhérents, européens et israélites du P.C.A., nous n'en découvrirons pas moins qu'on peut les compter sur les doigts de nos deux mains d'une part, que leurs actions héroïques se sont inscrites pour la plupart contre la discipline et contre les directives de leur Parti d'autre part.

Là n'est pas cependant le plus grave dans la fausse autocritique du Parti Communiste Algérien.

En effet comment tenir pour une autocritique sérieuse cette auto-flagellation volontaire dont le but est de sauvegarder le plus haut responsable de la ligne remise en question par le développement historique des luttes anticolonialistes, ligne que pour notre part nous assimilons à une véritable trahison des intérêts révolutionnaires à la fois du peuple algérien et du peuple français lui-même ? Pour ces dirigeants algériens, Thorez restait blanc comme neige ! Mais c'était eux et leur Parti qui avaient fait preuve d'interprétation dogmatique ! Cette attitude est d'une extrême gravité, parce qu'elle va au-delà du simple et néfaste « suivisme », elle vise à dissimuler l'origine du mal ; elle constitue objectivement une manœuvre pour cacher la réalité, combien éclatante pourtant, de ce mal ; elle hypothèque (en 1958) tout redressement, toute rectification ; elle bouche définitivement tout l'avenir du Parti Communiste Algérien. Et l'histoire a tranché et jugé : la poursuite de la soumission des algériens communistes aux dirigeants révisionnistes de Paris et de Moscou (précisons avec soin qu'il ne s'agit ici que des dirigeants rapidement délaissés par leurs adhérents de base) a conduit leur Parti à sa faillite irréversible, à sa dégénérescence, à sa désagrégation.

Dans un second paragraphe, le texte en cause proclamait encore :

« 2° Interprétant à la lettre la formule « mélange de vingt races », le

Parti Communiste Algérien affirmait que « l'Algérie n'est ni française, ni arabe »... Mais, par ses caractéristiques profondes, elle est de civilisation arabe, incontestablement. Et cela ira en s'accroissant... L'intégration d'Européens et d'Israélites à la nation algérienne, tout en enrichissant d'apports nouveaux, ne changera pas fondamentalement ses caractéristiques principales et originales. »

A quelle dépersonnalisation nationale de leurs homologues algériens n'étaient pas parvenus les dirigeants communistes français en les dominant !

Même en découvrant que l'Algérie, leur nation était « incontestablement » arabe, les dirigeants algériens inventaient qu'elle allait le devenir de plus en plus... Mais n'omettaient surtout pas de réserver une place importante à « l'intégration d'Européens », à une époque où se développait une guerre totale entre colonisateurs et colonisés !

Et toute cette dérision pour ne pas avoir à contredire Maurice Thorez, qui n'avait pas encore approuvé l'attitude du jeune soldat Alban Liechti refusant d'aller tirer sur les patriotes algériens !

« A quoi sont dûes ces deux interprétations dogmatiques ? » poursuivait l'Essai sur la nation algérienne ».

« 1) A une certaine sous-estimation persistante de la puissance des facteurs nationaux algériens... » qu'ils expliquaient de manière juste, non sans essayer ensuite d'amoinrir la portée de leur avis.

« Cette sous-estimation de la puissance du mouvement de libération nationale a des causes dont l'origine réemonte à la façon même dont les idées communistes ont pénétré en Algérie. Les premières organisations communistes, rattachées au Parti Communiste Français, étaient formées d'abord de travailleurs européens, lutteurs courageux à la conscience de classe élevée, mais qui, ne subissant pas l'oppression coloniale, ne pouvaient appliquer correctement la doctrine marxiste-léniniste à la réalité nationale de l'Algérie... »

C'est là en effet un élément très important de l'analyse que propose notre propre essai critique et nous ne manquerons pas d'y revenir dans nos conclusions.

Le P.C.A. poursuivait ensuite sa réponse attribuant son « dogmatisme » :

« 2) A une certaine surestimation des sentiments anticolonialistes parmi les travailleurs européens, alors que le régime colonial a rendu ces derniers plus perméable à l'idéologie raciste et colonialiste, grâce à une entreprise de corruption sociale qui en fit des privilégiés par rapport à la grande masse de Musulmans. »

Cette explication, également juste, était directement liée à la première, elle constituait la seconde facette du même phénomène. Mais dans leur désir de justifier à tout prix leur ligne antérieure, les auteurs invoquaient alors leurs succès électoraux (!) ayant amené leur Parti (c'est encore un aveu important) à ne « pas abandonner le travail parmi les Européens, contrairement aux partis nationalistes », comme quoi le virus électoraliste avait été transmis à ces militants algériens tout comme une maladie contagieuse traversant la méditerranée ! Et comme

« risque » de ce travail politique (en direction des Européens), les auteurs algériens de ce document signalaient leur « retard à percevoir les profonds changements dans les masses musulmanes et à adopter la définition de Maurice Thorez à l'évolution des événements ».

Ces hommes étaient-ils aveugles, malhonnêtes ou masochistes ? lorsqu'ils concluaient : « ... l'interprétation et l'application schématique de l'idée originale et juste donnée par Maurice Thorez pour ouvrir la voie à l'intégration des Européens d'Algérie a amené à accorder une importance exagérée à la place des Européens dans la nation et l'a empêché de mener avec plus de fermeté la lutte contre la pression de l'idéologie colonialiste. »

Le peuple algérien dans sa quasi-unanimité, sous la direction reconvenue de son Front de libération nationale, a abordé, par la seule voie possible, l'unique et véritable question historique qui se posait à lui : par la guerre révolutionnaire il a chassé le colonialisme et recouvert glorieusement l'indépendance nationale de sa patrie. C'est là ce qui a exprimé, mieux que nous ne saurions le faire nous-mêmes, la « Charte d'Alger » qui conclut ainsi son premier chapitre consacré au mouvement national jusqu'en 1954 :

« La tendance erronée à subordonner l'existence d'une nation algérienne à l'intégration d'une minorité étrangère qui (malgré certaines exceptions) se comportait comme occupant le pays, et à faire de la renonciation à la lutte armée une condition de l'unité du Mouvement de Libération Nationale, a obscurci les méthodes d'action et visé à l'alignement politique des masses populaires sur les positions des couches privilégiées. »

Seule la puissance de la volonté populaire, sa conviction dans l'impossibilité de déboucher sur une solution par la voie pacifique a permis de secréter progressivement des dirigeants nouveaux et de remettre le mouvement de libération sur une voie nouvelle ».

La victoire du peuple algérien en 1962 a fourni une réponse cinglante, décisive et définitive aux théories para-colonialistes de Maurice Thorez, du P.C.F. et du P.C.A.

L'Algérie n'a jamais été et n'était pas une « nation en formation dans le mélange de vingt races ».

L'Algérie était une nation opprimée par le colonialisme français ; grâce à son peuple, elle est redevenue une nation indépendante et souveraine, la République Démocratique et Populaire d'Algérie.

FIN.

**NOTE
POUR NOS LECTEURS :**

Avec ce 28^e feuillet s'achève la publication journalistique d'une partie de l'étude de notre camarade Jacques JURQUET sur « Le P.C.F. et la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale ». Ce travail sera publié ultérieurement dans une version enrichie comportant l'étude des événements de 1940 à 1962. Nous aviserons nos lecteurs de la sortie de cet ouvrage.

NIXON PLUS SEUL QUE JAMAIS

DES VICTOIRES DE LA GUERRE DU PEUPLE

Odieuse et ridicule ! Telle apparaît aujourd'hui la politique des agresseurs américains au Vietnam. Odieuse cette politique de vol, d'oppression et de crime ; et les millions de bombes déversées sur le sol vietnamien, les centaines de Song-My perpétrés... font gonfler de haine les peuples du monde entier... Politique profondément ridicule, dérisoire : le tigre blessé rugit de plus en plus fort... mais ses rugissements sont sans effets... Le jeudi 11 mai, Nixon a fait miner les ports de la R.D.V... ; cependant l'offensive populaire se développe avec impétuosité au sud...

Pour les impérialistes et leurs valets saïgonnais, tout va mal — c'est la paralysie et la débâcle. Le sauve-qui-peut continue dans l'armée fantoche : un général a des « palpitations cardiaques » à l'heure décisive, un colonel est en tête... dans la fuite, les soldats quittent l'armée par centaines pour rejoindre leurs familles... ou les Forces Patriotiques ! Dans le camp du peuple vietnamien, ça va bien ; les Forces Armées détiennent l'initiative, des régions entières sont libérées, le pouvoir populaire s'y installe. La lutte est fort rude, mais elle progresse irrésistiblement...

Il n'est personne, ou presque, pour nier cette réalité. Même dans la presse réactionnaire. L'explication des victoires patriotiques, quant à elle, ne manque pas de sel. On s'attarde complaisamment sur le nombre des blindés et des fusées sol-sol ou sol-air. Tout s'explique. Fort bien, mais les Yankees et l'armée fantoche ne sont-ils pas généreusement pourvus en armes ultra-modernes. Et pourtant, ils reculent. La guerre du peuple vietnamien n'est pas une guerre de type conventionnel, de type classique, fondée sur la toute-puissance des armes. Pas plus aujourd'hui qu'hier. C'est une « GUERRE DU

PEUPLE », qui, dans l'étape actuelle, combine :

« Les différentes formes de la guerre populaire, des soulèvements populaires pour briser l'appareil de coercition politico-militaire fantoche et établir le pouvoir populaire, avec les opérations de grande envergure menées par les poings d'acier que constituent les unités régulières des F.A.P.L. ».

A.P.G.P. (Agence de Presse du Gouvernement Provisoire de la République du S.V.)

Alors que les unités régulières démantèlent les bases U.S. et encerclent les points névralgiques de la défense ennemie, partout, dans le Trung-Bô central et dans le delta du Mékong, fleurissent les soulèvements populaires. Un exemple : celui de Truc Giang, rapporté... par un journal saïgonnais, le 1^{er} avril 1972. Truc-Giang est situé dans la région de Kiên Hoà dans le delta du Mékong — c'est — ou plutôt c'était — le lieu rêvé de la « pacification ». Pas de bases de guérilla aux alentours pas de montagnes, pas de forêts. Pas de déplacements d'unités de guérilleros sans que l'administration de Saïgon ne le sache. Tout au plus quelques tracts jetés et quelques mines posées la nuit. Tel était le tableau brossé par les fantoches ! Une réussite enfin ! Et de faire visiter Kiên Hoà par les journalistes étrangers ! aujourd'hui à Truc-Giang, plus de rêves, plus de visites dûment commentées ! Le secteur militaire a été complètement rasé ; le pouvoir est aux mains du peuple !

Truc-Giang : un soulèvement populaire qui a précédé de quelques jours les grandes offensives actuelles... Depuis, coordonnant soulèvements populaires, luttes politiques dans les villes et offensives des Forces Armées, l'océan de la guerre du peuple engloutit la puissante machine de guerre U.S. ! Camille GRANOT.

(Extraits) Déclaration du gouvernement de la République Populaire de Chine

Le 8 mai 1972, le Président américain Nixon a ordonné impudemment le minage des ports de la République Démocratique du Vietnam, l'interruption des communications par eau et par terre au Nord Vietnam, et l'intensification des attaques aéro-navales. C'est là une nouvelle mesure sérieuse prise par les Etats-Unis pour étendre leur guerre d'agression contre le Vietnam.

Par cette escalade de guerre, l'impérialisme américain a violé gravement le territoire et la souveraineté de la République Démocratique du Vietnam, porté une atteinte grossière à la liberté de navigation et à la liberté de commerce internationales, et foulé aux pieds, sans aucune retenue, la charte des Nations Unies et le droit des gens. Il s'agit là d'une provocation non seulement contre le peuple vietnamien, mais aussi contre les peuples du monde entier. Le gouvernement et le peuple chinois expriment leur indignation extrême et leur condamnation énergique à cet égard...

Les troupes d'agression américaines, recourant à toutes sortes de moyens barbares, ont massacré des milliers et des milliers d'hommes au Vietnam et dans le reste de l'Indochine. Le gouvernement des Etats-Unis a passé sous silence ce fait, mais il a parlé bruyamment de la « sauvegarde » de la vie des soldats américains. Au fond, si des jeunes américains ont trouvé la mort sur le champ de bataille vietnamien, cela est dû exclusivement à la politique d'agression pratiquée par le gouvernement américain. Le problème aurait dû être très simple : il suffit que le gouvernement des Etats-Unis mette immédiatement fin à son agression, retire sans condition la totalité de ses troupes et cesse de soutenir la clique fantoche pour que les prisonniers de guerre américains regagnent leurs foyers, dans les meilleurs délais — et de ce fait, la vie des soldats américains se trouvera naturellement garantie. En poursuivant furieusement l'escalade de guerre, le gouvernement des Etats-Unis ne peut que faire mourir davantage de jeunes américains : pourrait-il s'agir là de la « sauvegarde » de leur vie ?

Le gouvernement américain a dé-

claré que ses faits et gestes ne visaient pas à étendre ni à escalader la guerre, mais bien à y mettre un terme. Cette allégation hypocrite révèle pour le mieux la nature vulnérable des agresseurs américains. Nous tenons à déclarer solennellement au gouvernement des Etats-Unis : l'époque où les grands pays pouvaient malmener à volonté les petits pays est à jamais révolue. La lutte du peuple vietnamien est une lutte juste. Les peuples du monde, y compris celui des Etats-Unis, se tiennent aux côtés du peuple vietnamien. Les Etats-Unis cherchent à contraindre le peuple vietnamien à se soumettre en s'appuyant sur la soi-disant « supériorité aéronavale » — ce sera toujours un rêve chimérique. Le gouvernement de la République Démocratique du Vietnam a bien dit dans sa déclaration : « Le peuple vietnamien a suffisamment de détermination et de force pour persévérer dans son combat juste et certainement victorieux, dut-il combattre encore 5 ans, 10 ans ou davantage. »

Le gouvernement et le peuple chinois soutiennent résolument la position juste et solennelle du gouvernement de la République Démocratique du Vietnam, exprimée dans sa déclaration du 10 mai 1972. Le gouvernement chinois réaffirme ce qui suit : « Les 700 millions de chinois sont le puissant soutien du peuple vietnamien, et les vastes étendues du territoire chinois, son arrière sâr. » Quoi qu'il advienne, cette position, qui est la nôtre, restera ferme et immuable. Tant que l'impérialisme américain ne mettra pas fin à sa guerre d'agression contre le Vietnam, et quelle que soit la forme sous laquelle puisse se dérouler cette guerre — que les Etats-Unis se lancent eux-mêmes dans le combat ou se servent des fantoches, qu'ils engagent les forces terrestres ou aéro-navales —, nous soutiendrons et aiderons fermement le peuple vietnamien dans la poursuite de sa guerre de résistance jusqu'au bout, jusqu'à la victoire totale.

Les agresseurs américains seront vaincus !

Le peuple vietnamien et les autres peuples indochinois triompheront !

La colère du peuple américain

La grande presse, la radio, la télévision, ne nous épargnent rien sur la couleur des chapeaux d'Elizabeth. Mais elles se gardent bien de nous apprendre, qu'au cœur même de la citadelle impérialiste, ça va mal pour les assassins de la Maison-Blanche.

Car les faits sont têtus : matraqué par l'information, trompé par de grossiers mensonges et des promesses cyniques, le peuple américain a commencé, depuis longtemps déjà, d'ouvrir les yeux sur la nature véritable de l'agression qui se mène en son nom, sur le sol indochinois.

Les brillantes victoires des forces populaires au Laos, au Cambodge, au Vietnam, la publication des rapports secrets du Pentagone ont mis à nu l'hypocrisie et la perfidie du gouvernement américain. On ne peut étouffer la vérité et il devient clair aux yeux de plus en plus d'américains honnêtes que la cause du peuple vietnamien est juste, que sa victoire est certaine, que les Etats-Unis n'ont pas à lui dicter sa loi, que les troupes américaines doivent

évacuer l'Indochine, immédiatement et sans condition.

C'est pourquoi les dernières et criminelles décisions de Nixon visant à intensifier désespérément son agression au nord comme au sud du Vietnam ont soulevé une immense colère.

Massivement le peuple américain est descendu dans la rue pour exiger violemment l'arrêt des bombardements, le retrait de toutes les troupes américaines, l'arrêt inconditionnel de l'agression impérialiste pour laquelle il crie son dégoût.

Il affronte pour cela la haine et la violence de la classe bourgeoise qui partout fait donner ses flics, ses militaires, ses chiens policiers pour tenter de museler cette indignation. En vain. Les manifestations se multiplient, par vagues ininterrompues :

— 10.000 manifestants à Madison ; dans le nouveau Mexique la police et la garde nationale chargent sauvagement, tirent sur la foule, blessant grièvement deux personnes. Près de Chicago, des locaux de l'armée sont pris d'assaut et incendiés et le couvre-feu est décrété. En Ca-

lifornie les manifestants se couchent sur les rails pour empêcher le passage des trains. Le Minnesota est en état de siège. A New York plusieurs milliers de manifestants bloquent la circulation à Manhattan. La grève est générale dans toutes les universités du pays.

Prisonniers au Nord-Vietnam, 8 pilotes américains viennent de lancer un message à leur peuple :

« Cette guerre est injuste. Nous demandons au peuple américain d'agir pour y mettre fin. Les bombardements ne feront jamais plier le peuple vietnamien. »

Par delà les mers, leur appel est entendu. Malgré les milliers d'arrestations déjà opérées, le flot des manifestants, rassemblant plusieurs centaines de milliers d'américains, grossit chaque jour. Se rangeant résolument aux côtés des peuples indochinois, ils joignent leur voix à celles de tous les peuples du monde qui exigent :

« Les Américains hors d'Indochine ! »

« A bas l'impérialisme U.S. ! »

DECLARATION DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Les 6, 7 et 8 mai 1972, des bâtiments de guerre et avions américains ont lancé sans vergogne des attaques successives sur les deux navires marchands chinois « Hongqi n° 152 » et « Hongqi n° 160 », qui mouillaient au large de l'île de Hon Ngu de la République démocratique du Vietnam, blessé des membres d'équipage chinois et des civils vietnamiens se trouvant en ce moment-là à bord, et endommagé gravement les corps de ces bateaux. Il s'agit là d'un défit sérieux au peuple chinois, le gouvernement et le peuple chinois expriment leur vive indignation à cet égard et élèvent une protestation énergique contre le gouvernement américain.

Le gouvernement américain doit cesser immédiatement les actes de provocation qu'il a commis en attaquant les navires marchands chinois, et prévenir le renouvellement de pareils incidents : faute de quoi, il devra endosser l'entière responsabilité de toutes les graves conséquences qui en découleront. Le gouvernement chinois se réserve le droit légitime de lui réclamer l'indemnisation des dommages causés.